



Assemblée générale

Distr. générale
29 septembre 2020
Français
Original : anglais

Soixante-quinzième session

Point 8 de l'ordre du jour

Débat général

Lettre datée du 23 septembre 2020, adressée au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je vous écris au sujet de l'allocution prononcée par la délégation saoudienne, le 23 septembre 2020, au débat général de l'Assemblée générale à sa soixante-quinzième session. Elle a porté des allégations infondées contre mon pays, que nous rejetons totalement et catégoriquement.

Au moyen d'une série d'informations fabriquées de toutes pièces, l'Arabie saoudite cherche désespérément à détourner l'attention de ses funestes antécédents, consistant à héberger, financer, inciter et armer les réseaux terroristes les plus dangereux qui soient, diffusant des discours de haine et une idéologie extrémiste, semant les graines de la discorde sectaire, menant des politiques et des pratiques de déstabilisation, de perturbation et de subversion dans la région et continuant de commettre des crimes depuis plus de six ans au Yémen, en violation flagrante des principes fondamentaux de l'éthique, de l'humanité et des règles de droit international, en particulier le droit international humanitaire, impliquant sa responsabilité internationale.

L'Arabie saoudite est une source d'instabilité dans la région depuis des décennies. Il est de notoriété publique qu'elle a été le principal bailleur de fonds du dictateur iraquien, Saddam, au cours de son agression contre la République islamique d'Iran, qui a duré huit ans, commettant bon nombre de crimes, notamment l'emploi d'armes chimiques contre des villes et des citoyens iraniens et irakiens.

Pour ce qui est du soutien apporté par l'Arabie saoudite à des groupes terroristes, il est devenu manifeste aujourd'hui que l'idéologie wahhabite de ce pays est la principale source d'inspiration de certains des groupes terroristes les plus dangereux au monde, tels que l'État islamique d'Iraq et du Levant, et qu'il les finance majoritairement au moyen de ses pétrodollars.

Un autre parfait exemple des politiques destructrices de l'Arabie saoudite dans la région est l'agression qu'elle mène depuis près de six ans contre le Yémen, semant la mort et la destruction. Des milliers de civils, dont des femmes et des enfants, ont été tués, tandis qu'étaient pris pour cibles des habitations, des mosquées, des hôpitaux, des écoles, des marchés, des missions diplomatiques, voire des lieux de



célébration de mariages ou de cérémonies funéraires. Ces crimes sont d'une brutalité telle que l'ONU a placé ce pays à la tête de la liste des tueurs d'enfants dans le monde, même si plus tard, pour des raisons peu objectives, ce nom a été rayé de la liste. Ce pays continue de se servir de la famine comme arme de guerre et d'empêcher l'acheminement de carburant, de nourriture, de médicaments et de matériel médical, dans les zones les plus peuplées du Yémen, alors que la situation sanitaire y est très grave, à la suite de la progression de la pandémie de la maladie à coronavirus (COVID-19), ce qui a entraîné une nouvelle dégradation de la situation humanitaire, déjà critique.

Réaffirmant que pour rétablir la paix et la sécurité dans la région, il faudra engager un dialogue véritable avec la participation active et constructive de tous les pays de la région, fondé sur le respect mutuel, l'inclusion de tous et les principes fondamentaux du droit international et rappelant l'initiative de paix d'Ormuz, lancée par le Président de la République islamique d'Iran, à la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale (voir [A/74/581-S/2019/933](#)), qui avait été favorablement accueillie par bon nombre de pays de la région, je voudrais souligner que le fait de s'en remettre à des forces étrangères, qui cherchent principalement à vendre encore plus d'armes mortifères dans cette région, n'a pas permis d'établir la sécurité. Les pays de la région devraient donc surmonter leurs divergences par le dialogue et se fier à leurs propres capacités de promouvoir la paix et la sécurité dans la région. Dans ce contexte, l'Arabie saoudite doit accepter l'appel au dialogue parmi tous les États riverains du golfe Persique. La République islamique d'Iran, qui a joué un rôle incontestable pour garantir la sécurité énergétique, la sécurité de la navigation et la stabilité de la région du golfe Persique, continuera d'œuvrer davantage à l'instauration d'une région sûre et prospère.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 8 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Majid **Takht Ravanchi**
